



## Solidaires Finances Publiques VAL-DE-MARNE

Local syndical - Hôtel des Finances  
1 Place du Général Billotte - 94040 CRÉTEIL Cedex  
Tél. : 01-41-94-34-64 ; 01-43-99-65-48 ou 37-95  
solidairesfinancespubliques.ddfip94@dgfip.finances.gouv.fr

# Déclaration liminaire du Comité Technique Local (CTL) du 30 novembre 2020

L'intersyndicale vous a à plusieurs reprises demandé ces derniers mois si « le monde d'après » annoncé par le gouvernement, allait conduire à l'abandon des projets mortifères pour notre administration.

Nous avons eu comme seule réponse, et ce à plusieurs reprises, des... mensonges : « Je ne peux rien vous dire car rien n'est décidé ».

Pourtant :

- Nos collègues d'Île-de-France recevaient dans le même temps les documents préparatoires au CTL... sur ces sujets ?!  
(Et leurs Directions, contrairement à la DDFiP 94, n'attendent pas l'extrême date limite pour envoyer aux organisations syndicales les documents préparatoires au CTL : ah, la qualité du dialogue social dans le 94...).

- Une partie des informations était déjà disponible sur Ulysse national.

Avec, par exemple, la démétropolisation (transfert hors Île-de-France des SIE, des Trésoreries, des PCRPs (pourtant nouvellement créés), etc.). Bref, la mort annoncée des services de proximité sur toute la région parisienne.

Et lorsque Solidaires Finances publiques 94 vous a mis face à vos mensonges, vous avez alors tenu « à rassurer » : il n'y aurait « que » 1 poste au SIE de Créteil et 2 au PCRP de supprimés « en 2021 », au titre de la démétropolisation. Mais « cela n'aurait pas de conséquences pour ces services, car il y a des postes vacants dans le 94 » (sous-entendu, ailleurs).

Pourtant le projet d'affectation des Inspecteurs stagiaires nous démontre, encore une fois, que vous avez menti : alors qu'il y a 2 postes d'Inspecteurs de vacants (et le PCRP 4 qui n'est toujours pas créé), vous avez refusé ces postes à des Inspecteurs stagiaires qui le demandaient... prouvant ainsi que vous gelez ces postes... pour les supprimer dès 2021 dans ce service (et non pas « dans le 94 », comme vous l'affirmiez) !

- Nous vous avons demandé à plusieurs reprises lors des différentes instances de novembre d'inscrire un point d'information sur la démétropolisation et le NRP (Nouveau Réseau de Proximité). Vous l'avez fait... afin de faire semblant de répondre à notre demande

intersyndicale (et pouvoir affirmer que ces sujets y ont été discutés). Or, À CHAQUE FOIS, vous avez renvoyé à l'instance d'après pour faire cette présentation. Force est de constater qu'il n'y a toujours aucune information dans ce CTL.

Et après vous vous étonnez que les syndicats boycottent ces instances où vous ne nous servez que des mensonges incessants et des balades continues ?!?

- Vous osez écrire dans votre présentation que les projets de restructurations ont été élaborés après concertation, y compris des élus.

Nous ne vivons visiblement pas sur la même planète : nous ne comptons même plus le nombre d'élus locaux, départementaux et nationaux qui vous ont écrit, appelé, rencontré **AFIN D'AFFIRMER TRÈS CLAIEMENT LEUR OPPOSITION** à vos projets mortifères !

Certains ce sont même déplacés devant la DDFiP du Val-de-Marne, afin de soutenir les agents en grève contre vos projets ! Ils y ont même pris la parole pour réaffirmer leur opposition et l'absurdité de vos projets.

Mais ils ont, eux aussi, essuyé des mensonges, y compris du sommet de l'État. Ainsi, le Maire d'Alfortville a affirmé, par tous les moyens possibles, son opposition au projet de fermeture de la Trésorerie. Notre Ministre, en personne, a annoncé qu'il renoncerait aux projets de fermetures de services en cas d'opposition des élus.

Mais, au final, la Trésorerie... vient de fermer en catimini.

Face à la colère de cet élu, vous avez même dû rouvrir **ILLÉGALEMENT** ce poste pour y assurer des permanences, tout en lui promettant la création d'un EFS (Établissement France Service) en contre-partie. (En omettant, bien sûre, de lui indiquer que cette dernière décision ne relevait pas de votre ressort).

- Cela nous permet de parler des EFS, pour lesquels vous osez écrire que les services sont prévenus 3 mois avant leur ouverture.

Pourtant, vous savez parfaitement que la réalité est toute autre : si **VOUS** avez certes l'information plusieurs mois avant, à l'inverse les services ne sont prévenus que moins d'une semaine avant ! (Bah oui, il ne faudrait tout de même pas leur laisser le temps de rédiger de nouvelles pétitions montrant leur opposition à cette ouverture. Et tant pis pour la qualité des conditions de vie au travail à la DDFiP du Val-de-Marne !!!).

Et que dire des pseudo-fiches d'impact que vous osez produire à l'appui de vos projets ! **Vous minimisez systématiquement les conséquences pour les agents :**

- en restant volontairement très vague « ne devrait pas entraîner en 2021 », « les éventuels réaménagements qui pourraient s'avérer nécessaires », etc. ;

- en pratiquant les mensonges habituels « les aménagements [...] seront examinés avec les responsables et leurs agents ». (« leurs » ?!?) Nous ne savons pas que les agents appartenaient à quelqu'un... à moins que le retour à l'époque féodale soit désormais officiel ?) ;

- en oubliant volontairement l'importance du rôle du CHSCT (y compris lorsque vous modifiez unilatéralement les plans en cours de route) : quel bel exemple de dialogue social.

Nous vous demandons d'ailleurs de nous transmettre l'avis conjoint de l'ISST (Inspecteur Sécurité et Santé au Travail) et du Médecin de Prévention sur les conséquences du NRP 2021 dans le Val-de-Marne (Géographie revisitée et démétropolisation), notamment en termes de risques psycho-sociaux pour les agents des services concernés.

Pour conclure, force est de constater que, en termes de dialogue social, il résulte de tout ce qui précède qu'il est honteux d'oser écrire que ce sont les représentants du personnel qui ne veulent pas échanger.

Alors, utilisez les cotons-tiges que Solidaires Finances publiques 94 vous a offert, afin d'ENFIN vous déboucher les oreilles !

Cela vous permettra ENFIN d'entendre (et de comprendre ?) que PERSONNE ne veut de vos projets, aussi irrespectueux de l'humain que contraires à la notion même de Service Public.

CHSCT : Comité Hygiène Sécurité et Conditions de Travail

ISST : Inspecteur Sécurité et Santé au Travail

NRP : Nouveau Réseau de Proximité

PCRP : Pôle de Contrôle Revenus / Patrimoine

SIE : Service des Impôts des Entreprises